

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 02420

Numéro SIREN : 512 667 114

Nom ou dénomination : A.R.T.S.

Ce dépôt a été enregistré le 07/10/2021 sous le numéro de dépôt A2021/036562

A.R.T.S
SARL au capital de 5000 Euro
35 avenue CHAMPLEVERT ZI du RECOU
69520 GRIGNY FRANCE
RCS de LYON n° 512667114

Le 16 / 02 / 2021 à 11 H 40 Min

Suite à la convocation du GERANT par les moyens et délais légaux prévus dans les statuts, les associés se sont réunis en assemblée générale EXTRAORDINAIRE afin de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Retrait d'un nom commercial
- Modification de l'objet social
- Transfert de siège social - établissement principal
- Cession de parts sociales
- Constater l'augmentation du capital social
- Modification de la gérance
- Mise à jour des statuts

A leur entrée en séance, une feuille de présence est signée par tous les associés présents ou représentés. Il est constaté que les associés présents ou représentés réunissent le quorum requis par la loi. L'assemblée peut donc valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Il est ensuite décidé de composer le bureau.

Mr REGGAD Azedine est désigné Président de l'assemblée et secrétaire de séance.
Mr SEMAIL Sofiane est désigné scrutateur.

PREMIERE RESOLUTION

- Retrait d'un nom commercial

Les associés ont décidé de retirer le nom commercial en date du 16/02/2021

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

- Modification de l'objet social

Les associés ont décidé de modifier l'objet social de la société anciennement :

Le transport public routier de marchandises et la location de véhicules industriels à l'aide de véhicules de tout tonnage.- La logistique de tout tonnage - L'activité de de commissionnaire de transport - Le négoce de matériaux de construction, et d'équipements électriques.

Remplacé par :

Le transport public routier de marchandises et la location de véhicules industriels à l'aide de véhicules de tout tonnage.- La logistique de tout tonnage - L'activité de commissionnaire de transport en date du 16/02/2021.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

- Transfert de siège social - établissement principal

L'assemblée, à compter du 16/02/2021, a décidé de transférer le siège social de la société au :

SS
A R

20 rue du Périgord
69330 MEYZIEU FRANCE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

- Cession de parts sociales

L'assemblée générale approuve la cession de 1 parts sociales de 100 euro chacune, numérotées 25 de Mr SEMAIL Sofiane cédant, à Mr REGGAD Azedine cessionnaire en date du 16/02/2021.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

- Constater l'augmentation du capital social

L'assemblée générale constate et approuve l'augmentation de Mr REGGAD Azedine à hauteur de 37500 Eur, soit 375 parts sociales de 100 euro chacune, faisant passer le capital social de 5000 euro à 42500 euro.

L'assemblée générale constate et approuve l'augmentation de Mr SEMAIL Sofiane à hauteur de 37500 Eur, soit 375 parts sociales de 100 euro chacune, faisant passer le capital social de 5000 euro à 80000 euro.

, le déblocage s'effectuant à hauteur de 100%, le solde étant versé sur appel de fond de la gérance dans les 5 ans.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

- Modification de la gérance

L'assemblée approuve la nomination de Mr SEMAIL Sofiane au poste de gérant à compter du 16/02/2021.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

- Mise à jour des statuts

L'assemblée a décidé de modifier les Statuts en conséquence des résolutions prises au sein de cette assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

- Formalités légales

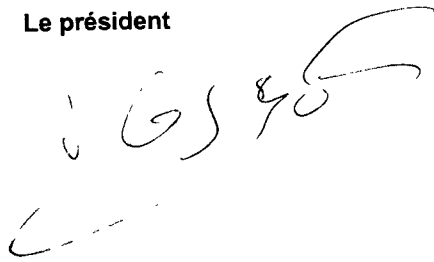
L'assemblée donne pouvoir à tout porteur de présent P.V. pour entreprendre les formalités légales de Publicité et de dépôt au Greffe des Statuts modifiés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SS AR

Plus rien n'étant inscrit à l'ordre du jour, la séance est levée à 12 H 40 Min

Le président



Enregistré à SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
Le 31-03-2021 Dossier 2021 00016635, référence 6904P61 2021 A 04934
Enregistrement 0 € Penalties 0 €
Total liquide Zero Euro
Montant reçu Zero Euro

Cession de parts sociales

ENTRE

Mr SEMAIL Sofiane né le 27/03/1986 à DECINES CHARPIEU 69170 (FRANCE), de nationalité Française, demeurant 22 rue TERRE BRANDE 69700 GIVORS .

ci-après désigné " LE CEDANT ", d'une part,

ET

Mr REGGAD Azedine né le 01/07/1987 à ST CHAMOND 42400 (FRANCE), de nationalité Française, demeurant 39, rue des aqueducs 69005 LYON .

ci-après désigné " LE CESSIONNAIRE ", d'une part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

EXPOSE

1°) Suivant acte sous-seing privé, en date du 28/05/2009 à LYON, 69005. Il a été constitué entre :

Mr REGGAD Azedine né le 01/07/1987 à ST CHAMOND 42400 (FRANCE), de nationalité Française, demeurant 39, rue des aqueducs 69005 LYON .

Sous la dénomination A.R.T.S et pour une durée de quatre-vingt dix-neuf ANS (99) ayant commencé à courir le 20/04/2009, date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, une SARL au capital de 5000 Euro dont le siège social a été fixé à LYON 69005, 35 rue des ACQUEDUCS , dont l'objet social consiste en :

Le transport public routier de marchandises et la location de véhicules industriels à l'aide de véhicules de tout tonnage.- La logistique de tout tonnage - L'activité de de commissionnaire de transport - Le négoce de matériaux de construction, et d'équipements électriques.

Les apports ont été effectués uniquement en numéraire.

La gérance de la société a été confiée à Mr REGGAD Azedine, en vertu des statuts pour une durée indéterminée.

Sous l'article 2.5 des statuts, il a été expressément stipulé que les parts sociales sociales seraient cessibles entre associés, mais qu'elles ne pourraient être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de l'assemblée générale extraordinaire statuant selon le quorum requis par la loi et les statuts.

La constitution de la société a été régulièrement publiée par l'insertion au journal d'annonce légales LES ECHOS paraissant dans le département 69, n° - du 22/04/2009 et la formalité de dépôt au greffe du tribunal de commerce de LYON a été effectuée le 20/04/2009.

Enfin, la société dont s'agit est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON en date du 20/04/2009 sous le numéro 512667114 et au répertoire national des entreprises sous le numéro 51266711400023.

Par acte SSP du 16/02/2021, le capital a été porté à 80000 Eur.

2°) Le cessionnaire sus-nommé(e), soussigné(e), est membre de la société. Cet exposé terminé, il est passé comme suit à la cession des parts sociales, objet de présentes.

Par les présentes :

Mr SEMAIL Sofiane cède et transporte un (1) parts sociales de cent (100) EUR chacune de montant nominal, entièrement libérées, qu'il possède dans la société sous les garanties ordinaires de fait et de droit au cessionnaire qui accepte.

Le cessionnaire sera propriétaire dans parts sociales cédées à compter de ce jour avec tous les droit y attachés; Il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée aux dites parts sociales.

A cet effet, Mr SEMAIL Sofiane met et subroge le cessionnaire dans tous les droits et actions attachées aux dites parts sociales cédées.

Il est ici précisé qu'il n'a été délivré aucun titre représentatif des parts sociales présentement cédées et que leur propriété résulte seulement des actes sus-rappelés en l'exposé qui précède et que le cessionnaire déclare bien connaître.

PRIX

La présente cession de un (1) part acquise au prix nominal de cent (100) EUR est consentie et acceptée moyennant le prix de cent (100) EUR que le cessionnaire a payé à l'instant même au cédant qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

Le cessionnaire déclare bien connaître la situation active et passive de la société et sur laquelle il précise n'avoir aucune réserve à formuler.

REMISE DES PIECES

Le cédant a remis au cessionnaire, qui le reconnaît, une copie à jour des statuts de la société A.R.T.S, copie certifiée conforme par le gérant, ainsi que le registre des assemblées générales à jour et pour lequel le cessionnaire déclare ne pas avoir de réserve à formuler.

SIGNIFICATION A LA SOCIETE

Par dérogation expresse, le cessionnaire est dispensé de la signification de la présente cession à la société, ce qui est accepté par le gérant intervenant à l'acte.

MODIFICATION DES STATUTS

Comme conséquence de la cession de parts sociales qui précède, le gérant s'engage d'apporter à l'article 2.2 des statuts relatifs au capital social, les modifications ci-après.

Ce texte modifié, remplacera de plein droit les dispositions antérieures à compter de ce jour. Cette nouvelle rédaction est ainsi conçue:

Le capital est fixé à la somme de cinq mille (5000) Euro, montant des apports des associés; Il est divisé en cinquante (50) parts de cent (100) Euro chacune qui sont réparties entre les associés de la façon suivante.

- Mr REGGAD Azedine à concurrence de vingt cinq (25) part(s) sociale(s)
pour ----- 2500 Euro

- Mr SEMAIL Sofiane à concurrence de vingt cinq (25) part(s) sociale(s)
pour

2500 Euro

Soit un total de cinq mille (5000)
pour

5000 Euro

MENTION, PUBLICITE, POUVOIRS

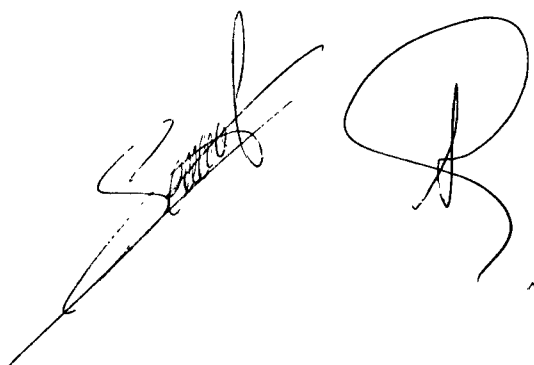
Mentions des présentes sont consenties partout où besoin sera. Le cédant déclare dépendre du service des impôts dont dépend la commune de GIVORS (CGI annII a 74 SJ).

Cette cession n'est pas assujettie à la Plus-value.

Tous pouvoirs sont conférés au gérant de la société à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et autres qu'il y a lieu.

Fait et passé en 5 originaux

A GRIGNY, le 16/02/2021



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LYON
Le 01/03/2021 Dossier 2021 00010534, référence 6904P61 2021 A 03090
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Sté **A.R.T.S**
SARL au capital de **80000** Euro
RCS de LYON n°512667114
20 rue du Périgord
69330 MEYZIEU FRANCE

Siège social antérieur

- Siège initial lors de la création en date du **28/05/2009**

35 rue des ACQUEDUCS
69005 LYON FRANCE

- Transfert de siège en date du **11/12/2017**

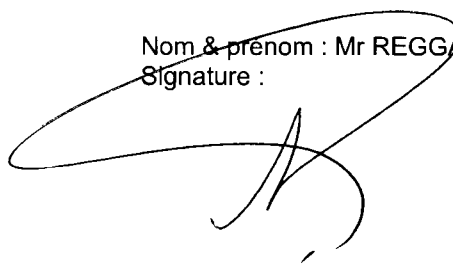
35 avenue CHAMPLEVERT ZI du RECOU
69520 GRIGNY FRANCE

- Transfert de siège en date du **16/02/2021**

20 rue du Périgord
69330 MEYZIEU FRANCE

REGGAD

Nom & prénom : Mr REGGAD Azedine
Signature :

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'R' followed by a series of loops and a final flourish.

STATUTS de la SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

A.R.T.S

Statuts modifiés par assemblée générale en date du 16 / 02 / 2021

Entre les soussignés :

Mr REGGAD Azedine
39, rue des aqueducs
69005 LYON FRANCE
Né le 01/07/1987 à ST CHAMOND (42400 FRANCE)
De nationalité : Française
Situation matrimoniale : Célibataire

Il a été établi ainsi qu'il suit les statuts de la SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE.

ARTICLE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

1.1 - Forme

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le code du commerce, les lois en vigueur sur les sociétés et par les présents statuts.

1.2 - Objet

La société a pour objet :

Le transport public routier de marchandises et la location de véhicules industriels à l'aide de véhicules de tout tonnage.- La logistique de tout tonnage - L'activité de commissionnaire de transport

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières, immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet défini ou à tout autre objet similaire ou connexes.

1.3 - Dénomination

La société prend la dénomination de :

A.R.T.S

Dont le nom commercial est :

-

Dans tous actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, le nom commercial doit, une fois au moins, être précédé ou suivi immédiatement et lisiblement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

1.4 - Siège social

Le siège social de la société est fixé à :

20 rue du Périgord
69330 MEYZIEU FRANCE

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre lieu, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

1.5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années, à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

ARTICLE 2 : CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

2.1 - Apports

Les soussignés apportent à la société, savoir:

Apports en numéraire :

Mr REGGAD Azedine
apporte 5 000,00 Eur

Montant total des apports en numéraire 5 000,00 Eur
Montant Total du capital débloqué 5 000,00 Eur
Montant Total du capital social 5 000,00 Eur

2.2 - Capital social

Apports en numéraire :

Mr REGGAD Azedine
souscrit 40 000,00 Eur
représentant 400 parts sociales de 100,00 Eur nominale

Mr SEMAIL Sofiane
souscrit 40 000,00 Eur
représentant 400 parts sociales de 100,00 Eur nominale

Suite à la cession de 40 parts sociales de 100,00 Eur de Mr REGGAD Azedine à Mlle REGGAD Nadia en date du 03/09/2012

Suite à la cession de 26 parts sociales de 100,00 Eur de Mlle REGGAD Nadia à Mr SEMAIL Sofiane en date du 12/12/2016

Suite à la cession de 14 parts sociales de 100,00 Eur de Mlle REGGAD Nadia à Mr REGGAD Azedine en date du 12/12/2016

Suite à la cession de 1 parts sociales de 100,00 Eur de Mr SEMAIL Sofiane à Mr REGGAD Azedine en date du 16/02/2021

Le capital social est fixé à la somme de 80000 Eur et divisé en 800 parts sociales de 100 Eur chacune, numérotées de 1 à 800, toutes souscrites et libérées comme il a été indiqué sous l'article 2.1.

2.3 - Augmentation et réduction du capital social

La collectivité des associés, par décision extraordinaire, peut apporter toutes les modifications admises par la loi et l'usage au capital social et à sa division en parts sociales ce, dans le respect des prescriptions des articles L.223-32 à L.223-35 du code de commerce.

Toutefois, la réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une forme avec laquelle le capital réduit soit compatible.

L'apporteur de biens en nature, s'il est déjà associé, peut prendre part au vote sur l'approbation de son apport, sans limitation du nombre de ses voix.

Lors de toute augmentation ou réduction de capital social, comme dans le cas de division ou de regroupement des parts sociales, les associés doivent le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts sociales.

La gérance, le cas échéant, met les associés concernés en demeure de rendre la ou les cessions nécessaires opposables à la société dans un délai qu'elle fixe et ceci sous peine d'astreinte à fixer par le juge.

2.4 - Parts sociales

a) Les parts sociales de capital ne sont pas négociables. Leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, le tout régulièrement consenti, constaté et publié.

b) Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous-seing privé. Elles deviennent opposables à la société, soit après leur acceptation par la gérance dans un acte authentique, soit par une signification faite à la société par acte d'huissier de justice, soit par simple dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elles ne sont opposables aux tiers qu'après accomplissement des formalités qui précèdent puis le dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du Tribunal, en annexe au RCS.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les propriétaires indivis de parts sociales sont représentés par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

c) Sans préjudice du droit au remboursement du capital non amorti qu'elle représente, chaque part de capital donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves, et du boni de liquidation.

d) Si une part est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions.

2.5 - Cession et transmissions de parts sociales

La cession entre vifs des parts sociales de capital, le sort de telles parts ayant appartenu à un associé décédé ou dont la personnalité morale a disparu et l'aptitude à devenir associé du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital sont réglés comme suit :

a) Toute opération sans exception ayant pour but ou pour résultat le transfert ou l'attribution entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales préexistantes, est soumise à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, le vote de l'associé cédant étant pris en compte.

Cet agrément est nécessaire même pour les opérations entre ascendants, descendants, et associés.

La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1966 et son décret d'application.

b) Toute transmission, attribution ou dévolution de parts ayant sa cause dans le décès ou la disparition de la personnalité morale d'un associé est soumise à l'agrément des associés subsistants représentant les trois quarts au moins des parts sociales.

Toutefois, sont libres toutes transmissions faites à toute personne ayant déjà la qualité d'associé.

La société doit faire connaître sa décision dans le délai trois mois courant à partir de la dernière des notifications à la société et aux associés, des qualités héréditaires ou du projet d'attribution ou de dévolution.

En cas de refus d'agrément, il est fait application des dispositions légales et réglementaires prévues pour les cessions de part sociales entre vifs.

La société peut mettre les héritiers, conjoints ou dévolutaire en demeure de présenter leur demande d'agrément dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités. La demande d'agrément doit être présentée par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La société peut également requérir toutes justifications de tout notaire.

c) En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de part sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la notification intervient lors de cet apport ou de cette acquisition.

Si la notification intervient après réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts de parts sociales, tant de capital que d'industrie.

L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les trois mois de sa demande à défaut de quoi l'agrément est réputé accordé.

Quand il résulte de la décision dûment notifiée, que le conjoint n'est pas agréé, l'époux apporteur ou acquéreur demeure associé pour la totalité des parts concernées.

Le conjoint doit être averti de l'intervention de l'apport ou de l'acquisition des parts au moins un mois à l'avance, par acte d'huissier de justice.

d) Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à

compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délais les parts en vue de réduire le capital.

2.6 - Recours à l'expertise

En cas de recours à l'expertise visée à l'article 1843-4 du code Civil, les frais et honoraires d'expertises sont supportés, moitié par les anciens, moitié par les nouveaux titulaires des parts sociales mais solidairement entre eux tous à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre de part anciennement ou nouvellement détenues.

ARTICLE 3 : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

3.1 - Nomination du ou des gérants

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques nommées avec ou sans limitation de durée.

Le ou les premiers gérants sont désignés comme il est indiqué dans l'article 10-2.

Au cours de la vie sociale, ils sont désignés par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

3.2 - Pouvoir de Gérance

a) Dans les rapports avec les tiers : le gérant ou chacun des gérants, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société en conformité avec l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à la collectivité des associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

b) Dans les rapports entre associés : le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la société, tous actes de gestion, sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

c) Délégation de pouvoirs : un gérant peut sous sa responsabilité personnelle, et à condition que cette délégation de pouvoir soit spéciale et temporaire, se faire représenter par tout mandataire de son choix.

3.3 - Rémunération des gérants

Les modalités de détermination et de règlement de la rémunération de chaque gérant sont fixées par décision collective des associés prise à la majorité des voix dont disposent l'ensemble des associés membres de la société.

Chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

3.4 - Assiduité

Chacun des gérants consacre le temps et les soins nécessaires à la gestion sociale.

3.5 - Obligations de la gérance

Le ou les gérants sont soumis aux obligations prescrites par la loi et les règlements.

3.6 - Révocation et démission d'un gérant

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés nomme un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 3-1.

La société ne peut se prévaloir, à l'égard des tiers, de la cessation des fonctions d'un gérant tant qu'elle ne l'a pas régulièrement publiée.

a) Tout gérant, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales.

Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé

b) Tout gérant peut renoncer à ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire des parts sociales.

c) Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité de les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi ou d'une décision de justice.

ARTICLE 4 : COMPTES-COURANTS D'ASSOCIES

4.1 - Dépôts de fonds

Chaque associé a la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées, par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés, conformément aux dispositions visées.

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêt et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé au taux légal moins deux points et le remboursement interviendra au plus tôt six mois après la demande notifiée à la société.

ARTICLE 5 : CONVENTIONS REGLEMENTEES

5.1 - Conventions soumises à ratification des associés

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions, autres que celles courantes et conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un des gérants ou associés.

La collectivité des associés statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

5.2 - Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants aux représentants légaux des personnes morales associés ou aux associés personnes physiques de contracter, sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants, représentants légaux des personnes morales associés et associés personnes physiques ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - CONTROLE DES COMPTES

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le 01 / 01 et fini le 31 / 12 de l'année en cours.

6.1 - Etablissement des comptes sociaux

Le ou les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers des rapports visés aux articles L.232.2 et L.232.4 du code de commerce.

6.2 - Affectation et répartition du résultat

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours, lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde diminué s'il y a lieu, des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles ci attribuée aux associés sous forme de dividende; ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle la, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux qui restent à la disposition de l'assemblée ordinaire des associés soit au compte << report à nouveau >>.

Les modalités de mises en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou à défaut, par la gérance. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai, par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant sur requête à la demande de la gérance.

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte << report à nouveau >> ou compensées directement avec les réserves existantes.

ARTICLE 7 : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

7.1 - Régime des assemblées et consultations

a) Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Des décisions collectives de toute nature peuvent être prises à toute époque, mais les associés doivent être obligatoirement consultés, dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice social, pour en examiner les comptes ainsi que le rapport de gestion.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

b) Les décisions extraordinaires sont celles qui emportent ou entraînent, directement ou indirectement modification des statuts notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée ainsi que l'agrément des cessions ou transmissions de parts sociale ou la dissolution anticipée.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions extraordinaires sont adoptées par des associés représentant les trois quarts au moins de parts sociales.

c) Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes de la gérance

qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes. Sous réserves d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié de parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants. Les dispositions de cet alinéa sont inapplicables en cas de nomination ou de révocations d'un gérant.

d) Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès verbaux, de décisions collectives sont celles définies par la loi et le règlement.

Les copies ou extraits des procès verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant par un seul liquidateur au cours de la liquidation.

ARTICLE 8 : CONTROLE DES COMPTES

8.1 - Commissaires aux comptes

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire, si à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Même si les seuils ci dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 9 : LIQUIDATION DE LA SOCIETE

9.1 - Liquidation

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par le ou les gérants alors en fonction et, en cas de décès du gérant unique comme dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés, et à défaut d'entente, par le président du Tribunal de commerce du lieu du siège social à la requête de la partie la plus diligente.

La dissolution met fin à la mission du commissaire aux comptes s'il en existe.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort.

Les parties attribuent compétence au président du tribunal de commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions, non contraires aux présents statuts, de l'article L.237.1 et suivants du code de commerce.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les associés eux mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le tribunal arbitre soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur Le Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du président du tribunal de commerce saisi comme il est dit ci dessus, non susceptible de recours.

10.2 - Nomination du ou des gérants

Les gérant sont nommés par assemblée générale.

10.3 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Publicité - Pouvoirs - Frais

a) La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

b) Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir et effectuer les formalités prescrites par la loi nécessaires à l'immatriculation de la société.

Dans la mesure où cela est compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait conforme aux présentes.

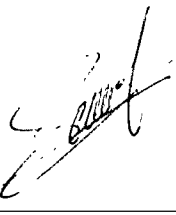
c) Les frais, droits et honoraires des présentes et leurs suites, incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait en 6 exemplaires originaux à MEYZIEU, le 16/02/2021

Feuille de présence

De l'assemblée générale du 16 / 02 / 2021

Associé	Nombre de parts	Présent	Signature
Mr REGGAD Azedine	24	OUI	
Mr SEMAIL Sofiane	26	OUI	
Total des parts présentes (Capital total: 50 parts de 100 Euro chacunes)	50	100%	